



Maires pour le Bien Commun

LA POLITIQUE FRANÇAISE DE L'IMMIGRATION¹

Le 16 juillet 2023

Dans son discours du 15 septembre 2022 aux préfets, Emmanuel Macron annonçait à la France une « *transition démographique* »². La réaction de bon sens serait d'encourager la natalité française, comme font d'autres gouvernements (Japon, Hongrie, Russie, Chine...). E Macron, dans le même discours, encourage au contraire le remplacement des Français par des étrangers de culture hétérogène.

Est-ce la solution d'avenir pour la France? Cette étude analyse la responsabilité des gouvernements successifs dans la politique française de l'immigration. Après avoir rappelé les graves conséquences de l'immigration massive, elle constate le soutien pratique que nos gouvernements apportent à celle-ci, puis recherche les causes profondes de ce soutien gouvernemental.

1 - Par souci de concision, de nombreuses citations et références ont été omises. On peut demander les références au secrétariat de MBC.

2 - www.vie-publique.fr/discours/286329-emmanuel-macron-15092022-role-des-prefets-et-priorites-du-quinquennat

1 Le trompe-l'œil du « réfugié » masque une lente dissolution de notre souveraineté

A) *Dissolution économique, l'immigration massive accélère la ruine de notre pays*

Tout en reconnaissant la misère des immigrants, deux études³ rappellent qu'il faut aider ces populations à trouver la prospérité **chez elles** et que le bien commun français prime sur la compassion privée envers les étrangers. Or :

- L'immigration massive n'est pas la solution **pour les pays d'origine** : leur croissance démographique étant supérieure à leur croissance économique, leur misère ne fait qu'augmenter avec le temps. L'Occident ne pourra donc pas accueillir sans fin une immigration sans cesse croissante. En outre l'immigration prive les pays d'origine des forces nécessaires à leur croissance.
- L'accueil massif détruit la prospérité **des pays d'accueil** : en France, le déficit net dû à l'immigration est 40 milliards € par an⁴. Par comparaison, on évalue à 17,7 milliards € en 2030⁵ les économies de la réforme des retraites imposée en 2023, pour laquelle il faut travailler 2 ans de plus. Ainsi, il faudrait travailler 4 ans de plus pour payer les 40 milliards de l'immigration : il faudrait passer l'âge de la retraite de 62 à 68 ans, 2 ans pour nos retraites, 4 ans pour financer l'immigration à son niveau actuel⁶. Cette simple comparaison indique à quel point notre politique migratoire est un suicide économique et social.

3 - Études de MBC : [Pas de récupération politique](#) et [Accueil de l'étranger : un devoir d'humanité ?](#)

4 - Étude de [Contribuables Associés](#), 2022, citée dans les études de MBC ci-dessus : « *Au total, le bilan comptable de l'immigration est négatif de 40,262 milliards €[...]. Ce chiffre est plus du double de celui de 2012 (17,4 milliards €) et près du double de celui de 2017 (20,4 milliards€)* ».

5 - www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-mot-de-l-eco/le-nouveau-cout-de-la-reforme-des-retraites-5692061.html. La réforme des retraites de 2023 n'est pas le sujet de cette étude. Cette image veut seulement illustrer la contradiction de la politique migratoire française : alors que le pays court à sa ruine et que le gouvernement demande aux Français de travailler plus, il creuse délibérément des déficits plus énormes que celui des retraites. On peut aussi voir www.lefigaro.fr/conjoncture/la-reforme-des-retraites-aura-un-effet-limite-sur-les-finances-publiques-20230418

6 - Ceci en supposant que l'immigration cesse à partir d'aujourd'hui, ce qui est illusoire.

B) Dissolution politique, l'immigration massive est une arme fatale contre notre souveraineté

Dès 2015, Daesh avait annoncé le flux migratoire comme une arme contre l'Occident : « *Dans des conversations téléphoniques interceptées par la police italienne, les djihadistes menacent d'envoyer des milliers de barques remplies de migrants vers les côtes italiennes. Ils parlent de "500 000 migrants"* ». ⁷

Pour la même raison Mouammar Kadhafi avait dissuadé les Occidentaux de le renverser: « *Si je tombe, vous aurez l'immigration, des milliers de gens qui iront envahir l'Europe depuis la Libye et il n'y aura personne pour les arrêter* ». ⁸ Pourtant nos gouvernants l'ont fait tomber, s'ingérant dans la politique d'un État souverain, **ouvrant eux-mêmes une « autoroute » à l'immigration clandestine.**

Enfin il est notoire que **les pays du Sud musulmans ont l'intention de conquérir l'Europe à l'islam, en commençant par la démographie.**

Le même M. Kadhafi « *a lancé un appel pour que l'islam devienne "la religion de toute l'Europe" [...] L'Europe doit se convertir à l'islam* » ⁹.

M. Erdogan, chef du Parti AKP, récitait dès 1997 un poème faisant le parallèle entre les musulmans et une armée : « *Les minarets sont nos baïonnettes, les coupes nos casques/les mosquées nos casernes, les croyants nos soldats/cette armée divine garde ma religion/allahouakbar* ». ¹⁰

L'OCI (Organisation de la Coopération Islamique) et l'ISESCO (l'UNESCO des pays d'islam) décrivent officiellement, dans leur Stratégie de l'Action Islamique Culturelle à l'extérieur du Monde islamique, « *l'implantation durable* » :

1) « L'implantation durable » en Europe est une « stratégie » de l'islam

« *L'islam s'est **définitivement** fixé en Europe [...] **nul ne réussira à l'en déraciner** [...] Les Musulmans sont désormais une des **composantes***

7 - Figaro 19/02/2015 : www.lefigaro.fr/international/2015/02/19/01003-20150219ARTFIG00151-l-etat-islamique-menace-d-envoyer-500000-migrants-en-europe-depuis-la-libye.php

8 - <https://information.tv5monde.com/afrique/immigration-les-europeens-veulent-recreer-le-verrou-libyen-188448>

9 - Visite en Italie en août 2010 : www.france24.com/fr/20100830-libye-visite-italie-colonel-kadhafi-appel-europe-doit-converter-islam

¹⁰ - www.courrierinternational.com/article/2002/10/03/le-poeme-qui-a-brise-l-ascension-politique-de-tayyip-erdogan

fondamentales des structures démographiques de l'occident grâce à leur établissement permanent, à leur insertion dans le tissu économique et social. » ¹¹

2) Cette « implantation durable » a pour but d'imposer les valeurs de l'islam

L'islam a l'intention d'installer durablement en Europe non seulement sa population, mais aussi ses valeurs : l'ISESCO soutient « *la nécessité de permettre aux immigrés de vivre **selon leurs usages coutumiers, conformément à leur civilisation et à leurs valeurs, dans le respect des lois du pays d'accueil, et les autoriser, dans une certaine mesure, à prendre part à l'activité politique du pays.*** [...] Cette approche du concept d'intégration nous renvoie [...] au concept de **l'implantation durable.** » (chap. 5, p 86 version française officielle).

« *Les sociétés occidentales deviendront **multiraciales et multiculturelles*** » (5.62)

Le texte rappelle que l'islam a déjà dirigé certaines régions européennes : « *les racines de l'islam s'étendent profondément dans le sol de plusieurs contrées du continent, lesquelles ont déjà vécu des siècles durant sous sa conduite et, s'appuyant sur ses prescriptions et règles éclairées, elles apportèrent leur précieuse contribution à l'édification de sa brillante civilisation* » (p.16).

La conclusion naturelle n'est-elle pas : pourquoi ne pas restaurer cette « conduite » de l'islam en Europe aujourd'hui ? Face à cette intention d'islamisation, comment réagissent nos gouvernements ?

2 La politique d'accueil française est consciente et délibérée

A) Le gouvernement est conscient que sa politique mène à la perte de souveraineté

M. Rocard, Premier Ministre, déclare en 1989 : « *je pense que **nous ne pouvons pas héberger toute la misère du monde, que la France doit rester** [...]*

11 - 9^{ème} Conférence islamique au Sommet, tenue à Doha, État du Qatar, 2000, n°5.62 et 5.65

une terre d'asile **politique** — [...] donner accueil à tous ceux dont les libertés d'expression ou dont les opinions sont réprimées sur place — **mais pas plus.** »¹²

F. Hollande, Président, garant de notre souveraineté, admet en 2016 que l'immigration massive provoque la perte de souveraineté de la France sur une partie de son propre territoire : « **Comment peut-on éviter la partition ? Car c'est quand même ça qui est en train de se produire : la partition.** »¹³

Gérard Collomb, ministre de l'intérieur, déclare à *Valeurs Actuelles* le 13 février 2018 : « *Ce que je lis tous les matins dans les notes de police reflète une situation très pessimiste. [...] les gens ne veulent pas vivre ensemble...*

– *Quelle est la part de responsabilité de l'immigration ?*

– **Énorme.** [...]

– *Vous pensez qu'on n'a plus besoin d'immigration en France ?*

– **Oui, absolument.** [...]

– *Que craignez-vous ? Une partition ? Une sécession ?*

– **Oui, je pense à cela, c'est ce qui me préoccupe.**

– *Combien de temps reste-t-il avant qu'il ne soit trop tard ?* [...]

– [...]**d'ici à cinq ans, la situation pourrait devenir irréversible. Oui, on a cinq, six ans, pour éviter le pire. Après...** »¹⁴

B) Pourtant le gouvernement ne s'oppose pas à l'immigration

1) Il minimise systématiquement sa gravité

Les déclarations réalistes sont rares. Les autorités cachent systématiquement la violence due à l'immigration : minimisation de l'attaque de Brétigny-sur-Orge en 2013, dérisoire accusation de Gérald Darmanin contre les Anglais, boucs-émissaires des désordres du stade de France en mai 2022, campagne contre la « *récupération politique* » de l'assassinat de la petite Lola¹⁵...

12 - www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/cac90043039/extrait-77-michel-rocard et [//fr.wikipedia.org/wiki/La_France_ne_peut_pas_accueillir_toute_la_mis%C3%A8re_du_monde](https://fr.wikipedia.org/wiki/La_France_ne_peut_pas_accueillir_toute_la_mis%C3%A8re_du_monde)

13- *Un président ne devrait pas dire ça.* G.Davet - F.Lhomme, 2016

14 - www.valeursactuelles.com/clubvaleurs/societe/aujourd'hui-cote-a-cote-demain-face-a-face

15 - Voir l'étude de MBC [Pas de récupération politique.](#)

E. Macron n'est pas en reste :« *Contrairement à ce que certains disent, nous ne sommes pas confrontés à une vague d'immigration.[...]Le sujet de l'immigration ne devrait pas inquiéter la population française.[...] L'immigration fait partie du monde dans lequel nous vivons. [...] De surcroît, l'immigration se révèle être une chance d'un point de vue économique, culturel, social.* »¹⁶

2) Il renonce aux mesures simples et efficaces contre l'immigration

La loi française considérait à juste titre la situation de « sans-papiers » comme un délit : la loi Valls a supprimé ce délit en 2012¹⁷, privant ainsi la justice d'une arme indispensable contre la prolifération des clandestins. **La suppression du délit est un encouragement officiel, institutionnel à l'immigration illégale.**

En outre, le taux d'exécution des OQTF (Ordre de Quitter le Territoire Français) ne cesse de chuter, de 22% en 2012 à 6% dans les années 2020.¹⁸

La fin du droit du sol (qui offre la nationalité française à tout enfant né sur le sol français) ou du regroupement familial, mesures élémentaires en vigueur dans d'autres pays, discutées depuis des décennies, ne sont toujours pas prises.

Les passeurs, trafiquants d'êtres humains, sont identifiés. La France, qui a su faire la guerre en Libye quand son intérêt direct n'était pas en jeu, ou intervenir au Sahel, saurait, par des opérations militaires limitées, neutraliser « à la source » les réseaux de passeurs. C'est la volonté politique qui fait défaut.

Les navires des ONG, au mépris du droit international¹⁹, vont impunément récupérer les clandestins sur les côtes étrangères, souvent en concertation avec les passeurs. Pire, ces ONG reçoivent des subventions publiques.²⁰ **Ce soutien aux ONG agissant illégalement est une preuve flagrante du refus politique de mettre un terme à l'immigration clandestine.**

16 - CASADESUS, Frédéric (propos recueillis par), "Migrants, politique migratoire et intégration : le constat d'Emmanuel Macron", *Réforme*, 2 mars 2017.

17 - Loi du 31 décembre 2012, avec suppression du délit de séjour irrégulier : L. n°2012-1560, 31 déc. 2012, art.8 : JO, 1er janv.2013.

18 - www.publicsenat.fr/article/politique/meurtre-de-lola-y-a-t-il-vraiment-une-baisse-des-obligations-de-quitter-le

19 - Observatoire du journalisme : « Traite des êtres humains en méditerranée : quand les sauveteurs en mer coopèrent avec les passeurs ». « La presse étrangère moins frileuse que la presse française » pour dénoncer la situation : www.ojim.fr/immigration-clandestine-denonciation-des-collusions-entre-o-n-g-et-passeurs-dans-le-sonntagszeitung-2-2/?cn-reloaded=1

20 - Par exemple SOS Méditerranée : www.valeursactuelles.com/clubvaleurs/societe/sos-mediterranee-ces-collectivites-qui-subventionnent-limmigration-massive.

3) La lutte à laquelle la France renonce est réussie ailleurs

Par exemple, La Hongrie a su fermer ses frontières ; le Japon n'a presque pas d'immigration illégale, grâce à son insularité mais aussi à la lutte contre les clandestins ; l'Arabie Saoudite a réussi en 2022 à faire accepter par l'Éthiopie le retour de ses clandestins.

En conclusion, le gouvernement français refuse de prendre les mesures que certains gouvernements étrangers n'hésitent pas à prendre. Bien au contraire, il multiplie les soutiens pratiques en faveur de l'immigration massive.

C) Le gouvernement favorise délibérément l'immigration et a signé le pacte de Marrakech

1) Il maintient « l'aspirateur migratoire » des aides sociales

E. Macron est conscient que nous attirons l'immigration : *"Nous avons une politique [...] inefficace parce que nous nous retrouvons avec plus d'étrangers en situation irrégulière que nombre de nos voisins [...]. Parmi les facteurs d'attractivité de la France, nous avons un système d'aide monétaire, sociale, médicale, beaucoup plus généreuse que tous nos voisins".*²¹

2) Il incrimine ceux qui dénoncent l'immigration massive

Dès 1972, la loi Pleven restreint la liberté d'expression, faisant peser sur les opposants à l'immigration le risque d'être accusés en justice d'incitation à la haine. Dans la loi actuelle, « *Ceux qui [...] auront provoqué à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne [...] à raison [...] de leur appartenance [...] à une ethnie, une nation, une race ou une religion [...], seront punis d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.* »²²

La loi interdit la **préférence nationale**, donnant quasiment les mêmes droits aux immigrés qu'aux Français, interdisant de favoriser un compatriote : « *Constitue une discrimination directe la situation dans laquelle, sur le fondement*

de son origine, [...] de son patronyme [...], de son appartenance ou de sa non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une prétendue race ou une religion déterminée, une personne est traitée de manière moins favorable qu'une autre ne l'est [...] dans une situation comparable. »²³

E. Macron renchérit dans une condamnation théâtrale : « *Ouvrons les yeux sur la montée de la xénophobie et de l'antisémitisme, tendons l'oreille aux résurgences du racisme* »²⁴. Il va jusqu'au mépris des patriotes : « *L'Europe est face à un risque : celui de se démembrer par la lèpre nationaliste* »²⁵.

3) Il promeut l'immigration jusqu'à « l'invasion »

Dès octobre 2005, Azouz Begag, Ministre délégué chargé de la Promotion de l'égalité des chances, décrit la stratégie de « l'invasion » : « *il faut traverser le périphérique, aller chez les indigènes là-bas, les descendants de Vercingétorix... Il faut casser les portes, et si elles ne veulent pas s'ouvrir, il faut y aller au forceps. Partout où la diversité n'existe pas, ça doit être comme une invasion de criquets, dans les concours de la fonction publique, dans la police nationale... Partout, de manière qu'on ne puisse plus revenir en arrière.* »²⁶

Le président Nicolas Sarkozy confirme la position d'Azouz Begag le 17 décembre 2008, promouvant le « métissage » à partir de mensonges manifestes : « *La France a toujours été au cours des siècles métissée* » : or l'immigration massive n'a pratiquement pas existé en France du 10^{ème} au 19^{ème} siècle.

« *C'est la consanguinité qui a toujours provoqué la fin des civilisations* » : au contraire, le renversement de la Grèce conquise par les Romains, de l'Empire Romain d'Occident par les barbares immigrés par vagues successives, de l'Empire Romain d'Orient conquis par l'islam, n'ont rien à voir avec la consanguinité.

N. Sarkozy a conscience que la société refuse cette politique de métissage imposée par ses gouvernants. Il veut accentuer encore la contrainte : « *si ce volontarisme républicain ne fonctionnait pas, il faudra que la république passe à des méthodes plus contraignantes encore* ». On ne peut pas mieux décrire la violence faite au peuple français, **contre sa volonté**, par ses dirigeants.

21 - www.lepoint.fr/politique/asile-et-immigration-macron-annonce-un-projet-de-loi-pour-debut-2023--15-09-2022-2490159_20.php

22 - Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, modifiée plusieurs fois depuis 1881, www.legifrance.gouv.fr/loda/article_lc/LEGIARTI000043982456

23 - LOI n° 2008-496 du 27 mai 2008: www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000018877783/

24 - Twit d'E. Macron: @EmmanuelMacron – 8 :24 PM-5/12/2022

25 - E. Macron à Ouest France le 1/1/18, www.lejdd.fr/Politique/macron-met-en-garde-contre-la-lepre-nationaliste-et-un-retour-aux-annees-1930-3791387.

26 - Respect Magazine - Oct./Déc.-2005 N°8

C'est un « impératif » sans justification : « *ce n'est pas un choix, c'est une obligation, c'est un impératif, on ne peut pas faire autrement !* ». Pourquoi ? « *Au risque de nous trouver confrontés à des problèmes considérables* ». ²⁷ Lesquels ?

Pap' Ndiaye, ministre de l'Éducation Nationale en 2022 et 2023, proposait l'immigration, et non la natalité française, comme solution à notre chute démographique : « *Je trouve très pertinent de **lier politique d'asile et d'immigration à l'aménagement du territoire**. Nous faisons face à une forte **baisse démographique** [...] : on va perdre 100.000 écoliers [...] après en avoir perdu 700.000 l'an dernier [...]. Donc **penser les politiques d'asile et d'immigration avec cette question, c'est pertinent***. » ²⁸

Dès 2019 il avait défini sa mission : « *Notre mission, c'est faire de l'immigration un élément central de l'histoire nationale* » ²⁹. Il critiquait déjà les institutions françaises : il « *existe bien un racisme structurel en France, par lequel des institutions comme la police peuvent avoir des pratiques racistes. Il y a du racisme dans l'État.* » ³⁰ Pap' Ndiaye n'était pas encore ministre quand il a fait ces déclarations, mais elles peuvent éclairer pourquoi E. Macron l'a ensuite nommé ministre. En effet on y trouve **deux ressorts fondamentaux** de la politique gouvernementale de l'immigration :

a) **L'intention stratégique**: « *faire de l'immigration un élément central de l'histoire nationale* ». Cette idéologie consiste à culpabiliser le peuple français, traité de raciste, xénophobe, pour le transformer en profondeur ³¹. C'est l'idéologie « woke » habillée d'une respectabilité gouvernementale. Les États-Unis ont expérimenté les excès totalitaires issus de cette idéologie, par exemple à l'université d'Evergreen dès 2017 ³². Nos gouvernements font

monter en France la même pression contre l'identité française : E. Macron accuse notre peuple de nationalisme, xénophobie ³³. Il a aussi présenté les excuses de la France à l'Algérie pour les « *crimes contre l'humanité* » du colonialisme ³⁴, de manière unilatérale, injurieuse pour la France ³⁵.

b) **Des arguments tactiques** pour justifier la mise en œuvre de la stratégie. Pour cela, le gouvernement propose la solution artificielle de l'immigration massive à des problèmes fabriqués artificiellement (au moins en partie). Par exemple :

- La dénatalité française a été favorisée par le démantèlement de la politique familiale : baisse des aides à la famille ³⁶, avortement, PACS, loi Taubira. Plus la famille est déconsidérée, appauvrie, moins elle engendre les enfants dont la France a besoin ! Un haut fonctionnaire belge publiait récemment la même analyse en Belgique ³⁷ : « ***L'Occident ayant organisé sa propre dénatalité, à coups de démantèlement de la solidarité et de la famille, d'individualisme à tout crin et de contrôle des naissances, il se cherche logiquement des peuples de substitution pour maintenir la croissance et la consommation, seules valeurs dignes d'intérêt aux yeux d'un système libéral.*** »
- Le manque de médecins vient du *numerus clausus* imposé depuis des années ³⁸. Nous compensons cette faute de gestion ³⁹ en attirant les médecins étrangers, au grand détriment de leur pays d'origine.
- La désertification rurale, provoquée par une politique d'aménagement du territoire déficiente, une centralisation qui entrave l'initiative locale,

chercheur-américain-victime-du-mouvement-woke-a-luniversite-devergreen, et Evergreen : www.youtube.com/watch?v=u54cAvqLRpA

33 - Voir 2. C) 2) ci-dessus.

34 - Entrevue avec la chaîne algérienne Echorouk News, diffusée mardi 14 février 2017

35 - Voir l'étude de MBC [Accueil de l'étranger](#)

36 - Après le pillage des Caisses d'Allocations Familiales pour renflouer d'autres déficits, la soumission des allocations familiales aux revenus, l'individualisation de l'impôt sur le revenu est à l'étude pour réduire les avantages des foyers fiscaux : www.lesechos.fr/2017/02/hamon-met-individualisation-de-limpot-au-coeur-de-son-projet-fiscal-161750

37 - Article publié dans « la Libre », Journal belge, le 14/12/2018

www.lalibre.be/debats/opinions/2018/12/14/au-dela-du-pacte-migratoire-XHV534TMOVA35CXGS65ZDS7YJA/

38 https://fr.wikipedia.org/wiki/Numerus_clausus dans [l'admission aux études de santé françaises](#)

39 - www.lepoint.fr/invites-du-point/didier-raoult/raoult-la-fin-du-numerus-clausus-en-medecine-le-debut-de-la-sagesse-06-09-2018-2249117_445.php

27 - Discours de N. Sarkozy à l'École Polytechnique le 17/12/2008.

www.youtube.com/watch?v=XvGXJ7n5WzI

28 - Pap' Ndiaye le 16/9/22. www.francebleu.fr/infos/education/pap-ndiaye-le-ministre-de-l-education-nationale-invite-de-france-bleu-herault-ce-vendredi-matin-1663236271

29 - Entrevue dans *Le Monde*, 19 mars 2021

30 - www.marianne.net/politique/gouvernement/racisme-laicite-pensee-woke-ce-que-pense-vraiment-pap-ndiaye

31 - « *Faire évoluer la manière dont les migrations sont perçues* », dit le Pacte de Marrakech.

32 - La manipulation « woke » y a mis en place une rééducation mentale des professeurs, une sorte de « communisme sans les baïonnettes » : *Marianne*, le 18/12/2020 - www.marianne.net/monde/ameriques/se-soumettre-ou-etre-detruit-le-temoignage-dun-

notamment celle des maires⁴⁰, est compensée par l'envoi artificiel d'immigrés dans les zones rurales... qui ne peuvent déjà plus offrir d'emplois aux Français.

Finalement, le Pacte mondial sur les migrations, dit Pacte de Marrakech, signé par la France en 2018, est une des preuves les plus manifestes que nos gouvernements veulent l'immigration massive. Ce texte exprime la position officielle de la France, qui l'a soutenu et signé, alors que d'autres gouvernements l'ont refusé. Ce pacte fait l'apologie des migrations présentées exclusivement comme « **facteurs de prospérité, d'innovation et de développement durable** ». Il accélère l'abandon de notre souveraineté au profit d'une idéologie mondialiste portée par l'ONU. Ce texte grave fait l'objet d'une étude spécifique de MBC.⁴¹

3 Pourquoi le gouvernement favorise-t-il l'immigration massive ?

A) Le motif économique est insuffisant puisque l'immigration massive est ruineuse pour notre pays

Il y a une explication économique à ce soutien de l'immigration massive, notamment islamique. Après la guerre du Kippour en 1973, les pays arabes défaits sanctionnent l'Occident, soutien d'Israël, en augmentant le prix du pétrole. Pour obtenir une baisse des prix et une main d'œuvre à bas coût, l'Occident s'engage alors à accueillir l'immigration venue des pays arabes.

L'APCEA, groupe de parlementaires européens, encourage l'immigration dans la « Résolution de Strasbourg » de 1975, réclamant pour les immigrés les mêmes droits que pour les Européens⁴² : « *L'Association Parlementaire pour la Coopération Euro-Arabe demande aux gouvernements européens de prendre des mesures [...] pour assurer la libre circulation des travailleurs arabes qui émigrent en Europe, ces droits doivent être équivalents à ceux des citoyens nationaux.* [...] Les gouvernements européens aideront les pays arabes à créer les

40 - Voir les études de MBC sur la réforme territoriale

41 - Analyse du pacte de Marrakech

42 - Sans demander la réciprocité aux pays arabes, Arabie Saoudite, Dubaï, Qatar...

ressources nécessaires pour que les travailleurs immigrés et leurs familles puissent cultiver leur culture arabe et leur vie religieuse.»

Les lois favorables aux immigrés (regroupement familial, droit des réfugiés politiques⁴³, dispositions favorables à la religion musulmane) font droit aux demandes de la Résolution de Strasbourg, puis de l'OCI et de l'ISESCO⁴⁴.

Cette justification économique ne peut pourtant pas être l'explication ultime de la faveur des gouvernements français envers l'immigration, pour deux raisons :

- Cette politique a perduré, même dans des périodes de prix du pétrole bas (de 1985 à 2005, de 2015 à 2017) ou des périodes de fort chômage (où la main d'œuvre étrangère était un handicap plus qu'un atout).
- Une raison purement économique aurait conduit la France à bloquer l'immigration lorsqu'il est apparu évident que son coût devenait supérieur à son bénéfice, notamment depuis l'explosion de l'immigration clandestine en 2015 (voir 1.A) ci-dessus). Ce qui n'a pas été fait.

D'ailleurs, quelle que soit la validité partielle de cette explication, peut-on brader l'avenir de notre civilisation pour des motifs de court terme économique ?

B) Le motif humanitaire est insuffisant : l'immigration massive ne réduit pas la misère

Outre l'injustice contre les Français, appauvris par la crise économique pendant que le coût de l'accueil devient écrasant, cet accueil illimité est inefficace pour soulager la misère. L'Afrique dépassera les 2,4 milliards d'habitants en 2050 : l'Europe ne pourra pas « *accueillir toute la misère* » de l'Afrique et du Proche-Orient. **C'est chez elles qu'il faut aider ces populations éprouvées.** Le motif humanitaire ne suffit donc pas à expliquer la politique gouvernementale.

43 - Tous deux à l'initiative du président Giscard d'Estaing

44 - « Stratégie de l'Action Islamique Culturelle à l'extérieur du Monde islamique - Stratégie adoptée par la 9^{ème} Conférence islamique au Sommet tenue à Doha, État du Qatar, 2000 », voir la note 11.

C) La volonté de dissoudre l'identité française est un motif politique crédible : c'est le fond idéologique de nos gouvernants depuis des décennies

La dissolution de l'identité française est désormais visible dans les rues, les magasins, les transports publics de nos villes. La démographie rend cette dissolution progressivement irréversible, comme le souhaitait Azouz Begag: « de manière qu'on ne puisse plus revenir en arrière ».

Elle est conforme à l'idéologie dominante « woke » que notre gouvernement soutient de plus en plus ouvertement, comme on l'a vu au 2.C) 3).

Les faits parlent mieux que les déclarations: pour la fête de la musique en 2018, E. Macron pose à l'Élysée avec les danseurs de KiddySmile, DJ dont le T-shirt porte « fils d'immigré, noir et pédé », en protestation contre la loi asile et immigration. Cette photo amicale traduit par l'image leur idéologie commune⁴⁵.



⁴⁵ - www.tf1info.fr/culture/fils-d-immigres-noir-et-pede-qui-est-kiddy-smile-le-dj-qui-a-fait-passer-un-message-a-l-elysee-2091239.html

D) La dissolution de l'identité française sert à son tour les intérêts mondialistes

J. Attali promeut la libre migration dans son apologie du gouvernement mondial⁴⁶ : « Chaque être humain doit disposer d'une citoyenneté mondiale. [...] **Chacun doit avoir le droit de quitter le pays de sa naissance, d'être reçu au moins temporairement dans tout autre pays où il en fera la demande.** »

Le pacte de Marrakech ne parle pas autrement :

« **Vision commune –10 : Les migrations font partie intégrante de la mondialisation, reliant entre elles les sociétés [...] et faisant de nous tous des pays d'origine, de transit et de destination.** »⁴⁷

« **Ambitions communes – 13 Nous reconnaissons que des migrations sûres, ordonnées et régulières sont bénéfiques à tous lorsqu'elles se font de manière éclairée, planifiée et consensuelle.** »⁴⁸

L'immigration massive sert le mondialisme **économique**, on l'a vu, mais aussi le mondialisme **politique**. Une oligarchie financière, réunie chaque année à Davos avec nos dirigeants politiques, prétend instaurer un gouvernement mondial⁴⁹ : or celui-ci exige l'effacement des cultures hétérogènes qui, par nature, ne peuvent s'intégrer dans un creuset mondial unique.

J. Attali annonce l'avènement certain d'un gouvernement mondial, régissant une humanité de « nomades déracinés » : « **Il est évident que ça se terminera un jour par un gouvernement mondial [...]. Tout ça aura lieu [...]** : comme il y a une monnaie européenne, il y aura une monnaie mondiale, **un revenu minimal mondial, tout ça existera.**[...] À mon sens, l'humanité va se diviser en 3 catégories : les nomades de luxe qui disposeront de tous les outils de la liberté [...],

⁴⁶ - J. Attali : [Demain qui gouvernera le monde ?](#), Fayard, oct. 2011, p 307

⁴⁷ - Le sophisme consiste à établir une fausse équivalence entre les pays de destination (riches, de civilisation gréco-latine et chrétienne) et les pays d'origine (défavorisés). Les flux migratoires massifs sont pourtant à sens unique. Voir l'étude de MBC sur le Pacte de Marrakech.

⁴⁸ - Cette affirmation est un autre mensonge, car l'immigration **massive** entre civilisations **hétérogènes** ne peut pas être « éclairée, planifiée et consensuelle ». La population qui immigré en masse n'a pas l'intention d'adopter la civilisation du pays hôte, parce que sa civilisation est hétérogène. Donc l'affrontement est inévitable. Par ailleurs il est faux que l'immigration hétérogène de masse ne puisse être que « bénéfique » : l'installation des barbares et la chute de l'Empire Romain au 5^{ème} siècle ont provoqué une gigantesque régression de l'Occident.

⁴⁹ - Voir l'étude de MBC [Analyse politique du Covid-19](#)

y compris la liberté génétique de devenir un autre ; ceux-là, [...] peut-être 150 millions [...], auront tous les moyens du mouvement absolu, déracinés, libres ; mais la liberté, le déracinement sera un luxe et non pas une souffrance. À l'autre bout, il y aura 5 à 6 milliards de nomades de misère qui seront obligés de bouger de la campagne à la ville [...] pour trouver à manger. Et au milieu, il y aura une catégorie centrale, une sorte de classe moyenne qui vivra dans l'espérance **illusoire** de rejoindre les nomades de luxe et dans la terreur **réelle** de basculer dans l'infra nomadisme et qui regardera [...] les journaux qui leur montrent la vie des nomades de luxe et qui, à la télé, se réjouira de voir le spectacle de la misère des autres en en se réjouissant de ne pas en être »⁵⁰.

Nous comprenons de J. Attali que pour l'oligarchie mondialiste l'instauration d'un gouvernement mondial requiert au moins deux préalables :

1) L'effacement des identités nationales

J. Attali magnifie les « déracinés » et les « nomades », sans foyer, sans identité nationale : « *le déracinement sera un luxe et non pas une souffrance* ». Avant lui, Edmond de Rothschild déclarait en 1970 : « *La structure qui va disparaître, le verrou qui doit sauter, c'est la Nation parce qu'elle est inadaptée au monde moderne : tantôt trop petite, tantôt trop grande* »⁵¹. Cela peut-il nous aider à comprendre pourquoi E. Macron, ex-employé de Rothschild, parle de « *lèpre du nationalisme* » et favorise la dissolution de l'identité française ?

2) Le chaos, étape utile à l'établissement du gouvernement mondial

Une étude précédente a rappelé que la cohabitation de masse est impossible entre deux civilisations hétérogènes qui ne peuvent ni ne veulent s'intégrer : cette cohabitation produit nécessairement la guerre civile ou le chaos comme au Liban⁵², au Soudan, qui a déploré des millions de morts depuis 1956⁵³.

Or le chaos peut être utile au dessein mondialiste : selon J. Attali, comme les hommes ne sont pas assez raisonnables pour se doter spontanément d'un

50 - www.youtube.com/watch?v=lv4DDg_SA4k

51 - [Quand un Rothschild plaide le dossier des PME](#), Entreprise, n° 18 juillet, 1970, p. 64

52 - Voir [Accueil de l'étranger : un devoir d'humanité ?](#)

53 - Après l'indépendance, « *le pays plonge immédiatement dans une guerre civile qui oppose [...] la région du Sud [...] au Nord du pays [...]. En 1983, la proclamation de la loi islamique (Charia) [...] provoque des insurrections. [...] un tiers de la population [...], principalement [...] du Sud, n'est pas de confession musulmane.* » <https://asso-azmari.fr/soudan-un-pays-ravage-par-les-conflits/>

gouvernement mondial, il faudra probablement qu'ils y soient obligés par « **un gigantesque chaos** », par exemple « **démographique** » ou « **culturel** » : « *Il faudra pour cela un gouvernement mondial. [...] Il naîtra à l'issue d'un gigantesque chaos économique, monétaire, militaire, écologique, démographique, éthique, politique ; ou, moins probablement, en lieu et place d'un tel chaos. Il prévaudra comme une thérapie de choc ; ou bien il adviendra peu à peu, dans les interstices de l'anarchie, par accumulation de réseaux tissés par les Etats, les entreprises, les syndicats, les partis politiques, les ONG, les individus.* »⁵⁴

« **Il faudra sans doute attendre que des catastrophes d'ordre financier, écologique, démographique, sanitaire, politique, éthique, culturel, [...], fassent comprendre aux hommes que leurs destins sont liés.** » (p. 20)

Conclusion

Cette brève étude mène à deux conclusions :

1. Le soutien gouvernemental à l'immigration massive n'est pas le résultat d'une ignorance ou d'une incompétence de nos gouvernements, mais d'une stratégie délibérée de « *métissage* », « *d'invasion de criquets [...] de manière qu'on ne puisse plus revenir en arrière* », de « *diversité* » imposée.
2. Cette stratégie n'est pas justifiée adéquatement par des motifs économiques ou humanitaires, manifestement insuffisants. Elle sert un but politique affiché par l'oligarchie mondialiste : la dissolution des identités nationales, préalable nécessaire à l'établissement d'un gouvernement mondial.

La conclusion appelle deux remarques :

1. Cette stratégie est une **trahison délibérée du bien commun français**.
2. Les Français ne peuvent pas adhérer à un gouvernement mondial qui sera nécessairement une dictature, comme tout empire démesuré contraignant sous la même loi des peuples hétérogènes : l'histoire l'a prouvé (Empire français sous Napoléon, Allemagne nazie, URSS...).

La « libanisation » de la France s'accélère avec la coopération de nos gouvernements successifs depuis des décennies. Les communes rurales n'acceptent pas d'en porter les conséquences désastreuses en accueillant sans fin des étrangers en quantité et en culture inassimilables.

54 - J. Attali : [Demain qui gouvernera le monde ?](#) Fayard, oct. 2011, p 10.